



MOUVEMENT FRANÇAIS
POUR UN **REVENU DE BASE**

Le revenu de base agricole : un outil pour la transition vers une agriculture durable et juste

«Beaucoup d'entre nous font tout leur possible pour voir émerger une démocratie réelle. Mais de quoi parle-t-on quand il s'agit de l'alimentation? En tout premier lieu, cela veut dire que les personnes qui produisent de la nourriture, tout comme ceux et celles qui la consomment peuvent exercer plus de contrôle sur ce qu'ils/elles produisent et mangent. Plus largement, cela revient à parler de justice alimentaire, où les questions d'accès à la terre et de rémunération équitable vis-à-vis de la production alimentaire trouvent toute leur place. Et peut-être de manière plus importante, on parle du futur, où les populations à travers le monde sont récompensées pour être de bons gestionnaires du sol, de l'eau et de la faune et de la flore dont nous dépendons tou(te)s.[...] Le mouvement prend forme partout où la nourriture est cuisinée, dans les cantines, dans des lieux vacants en zone urbaine, au marché de producteurs, et dans les fermes partout dans le monde.»

Steeve Gliessman, 2010

Les systèmes agroalimentaires français et européen souffrent depuis plusieurs décennies d'une crise tant sociale qu'écologique, qui ne fait que s'empirer au gré de la libéralisation des marchés et de l'industrialisation des pratiques de production et de distribution des denrées alimentaires. Le constat selon lequel il faut marquer un tournant drastique dans les politiques de développement est de plus en plus partagé au sein de la communauté scientifique et est porté depuis de nombreuses années par plusieurs organisations paysannes. Beaucoup d'alternatives s'inventent et sont déjà à l'œuvre partout dans le monde pour opérer ce changement. Celles-ci émergent le plus souvent au sein de la société civile, parfois en partenariat avec les pouvoirs publics locaux, et posent les jalons d'un système agro-alimentaire à même d'assurer une alimentation saine, suffisante et variée pour tou(te)s, ainsi que pour les générations futures selon les principes propres à la notion de souveraineté alimentaire.

Il est cependant à déplorer qu'il existe un grand décalage entre la trajectoire dessinée par ces mouvements et celle des politiques alimentaires et agricoles européennes. Ces dernières, sont en effet dessinées suivant le modèle d'une agriculture industrialisée et mondialisée, qui montre son incapacité à assurer un niveau de vie digne à tou(te)s celles et ceux qui nous nourrissent et fournir une nourriture saine et variée à toute la population.

C'est pourquoi, dans cette période de renégociation de la PAC post-2020, le MFRB, en partenariat avec d'autres organisations de la société civile, aimerait enrichir le débat et proposer mesure innovante en terme de politique agricole et alimentaire : il s'agit du revenu de base agricole.

Qui sommes-nous ?

Le MFRB (Mouvement Français pour un Revenu de Base), à l'origine du projet de créer un groupe de réflexion autour de la question du revenu de base agricole, est un mouvement citoyen créé en 2013 et constitué de près de 1000 personnes et 50 groupes locaux répartis dans toute la France. Considérant le revenu de base comme un levier d'émancipation individuelle et collective, il s'est donné pour mission de promouvoir le revenu de base dans le débat public. Le MFRB est également membre du réseau européen pour un revenu de base, UBIE, Unconditional Basic Income Europe, ainsi que du réseau mondial, le BIEN, Basic Income Earth Network.

Le MFRB défend le revenu de base comme outil d'amélioration sociale face à la destruction d'emplois en cours et à venir, la pression au travail, la mauvaise qualité des emplois, la précarité, et la pauvreté. Le versement universel, individuel, inconditionnel et cumulable à un emploi du revenu de base constitue un changement vertueux des rapports sociaux, une libération face aux subordinations matérielles de l'humain par l'humain, et aux prémices de démarchandisation des rapports sociaux.

Plusieurs propositions de revenu de base sont soutenues par le MFRB, si tant est qu'elles soient progressistes et ne constituent pas une régression sociale, en particulier parmi les tranches les plus précaires de la population. La plupart d'entre elles se rejoignent dans l'idée qu'il est important de replacer l'humain au cœur des préoccupations. Certaines, s'inscrivant dans une démarche décroissante, questionnent le fonctionnement productiviste actuel. Le revenu de base est par ailleurs un sujet extrêmement riche car il touche à tous les domaines de notre société: problématique écologique, droits humains, exercice démocratique du citoyen, automatisation, droit des intermittents, etc.

L'un de nos axes de réflexion s'oriente ainsi vers la problématique agricole et vers ce que la garantie d'un revenu pourrait permettre pour les producteurs/trices et pour leur mode de production, l'agriculture ayant subi depuis plusieurs décennies l'impact fort du progrès technique, de la marchandisation à outrance, de la pression des centrales d'achats et des grands groupes de l'agro-alimentaire, et surtout un mal être des travailleur/euses agricoles (taux de suicide important, abandon d'exploitation, etc.). Nous considérons de fait qu'un revenu inconditionnel permettrait à chaque producteur/trice d'exercer son activité plus librement et dans des conditions plus sereines. Il permet de sortir des injonctions à la productivité et à la rentabilité pour l'exercice d'une activité indispensable au bien commun.

L'alimentation et l'agriculture sont à la croisée des enjeux de santé publique, d'environnement, de développement rural et touchent à de nombreux biens communs dont nous dépendons tou(te)s. La valeur culturelle et symbolique dont elles sont porteuses justifie un soutien et un investissement collectif pour ce secteur. C'est pourquoi il nous semble important d'établir une politique publique qui soit à l'avantage de toutes les parties prenantes du système agro-alimentaires, en particulier les producteurs/trices -en leur assurant un niveau de vie digne - et aux consommateurs/trices - en leur assurant un accès à des produits de qualité et qui concilie la santé des producteurs/trices, des consommateurs/trices et des écosystèmes.

Qu'est-ce qu'un revenu de base agricole ?

Le revenu de base agricole serait un droit attaché à l'actif agricole, versé sur le compte personnel et non celui de l'exploitation, qui doit pouvoir garantir des conditions de vie digne à toute personne qui se dédie à la production agricole. Basé sur les memes principes que le revenu de base universel, il s'agit d'un droit individuel et inconditionnel et versé automatiquement chaque mois à toutes les personnes éligibles.

En quoi l'inconditionnalité, l'individualité, et le versement mensuel automatique sont des critères pertinents pour redéfinir les aides de la PAC ?

Le revenu de base agricole est en premier lieu un revenu de **sécurité**, une réponse d'urgence face à l'instabilité actuelle des prix. En effet, à court terme, le revenu de base agricole pourrait répondre à l'urgence de faire de l'agriculture une activité viable et digne pour tou(te)s celles et ceux qui nous nourrissent. Il s'agit d'un devoir moral et politique qu'il faut résoudre urgemment. Les chiffres concernant les taux de suicide chez les agriculteurs/trices, la rapidité avec laquelle ferment les exploitations agricoles et le rythme de disparition des terres arables en Europe sont alarmants.

Il peut par conséquent s'avérer être un revenu de **résistance** des producteurs/trices face aux centrales d'achats et aux grands groupes de l'agro-alimentaire, en augmentant leur pouvoir de négociation face à ces derniers. Le revenu de base agricole peut ainsi s'imaginer comme un transfert de pouvoir des acteurs du marché vers ceux de la société civile, laissant une plus grande marge de manoeuvre aux producteurs pour développer d'autres modèles de production et de commercialisation (les circuits courts par exemple).

Enfin, il peut être vu comme un revenu d'aide à la **conversion** écologique. En déconnectant la productivité et la rentabilité avec la viabilité immédiate, ce revenu peut permettre à l'agriculteur/trice, s'il/elle le souhaite, d'envisager plus sereinement un changement vers des pratiques plus durables, voire le développement d'autres activités à hautes valeurs ajoutées sociales et écologiques, marchandes ou non, au sein de l'exploitation (agro-tourisme, éducation populaire, vente directe, etc.).

Comment le mettre en place ?

La politique agricole commune va proposer cette année un bilan intermédiaire et commencer les négociations de la future PAC post-2020. L'idée est qu'une partie des aides de la PAC qui sont aujourd'hui versées à l'hectare pourraient désormais être orientées aux actifs agricoles, l'idée étant de replacer l'humain au coeur des aides publiques européennes et de passer d'un système de subventions basé sur le capital foncier à un système qui subventionne le capital humain.

Le revenu de base agricole pourrait être un moyen de faire passer la PAC dans une nouvelle phase, afin qu'elle réponde à ses objectifs initiaux, qui étaient ceux de valoriser l'activité agricole en Europe et d'assurer aux producteurs/trices des prix et des revenus décents. Il faut désormais bien et bien remplir ces objectifs, tout en les réajustant aux enjeux actuels en terme de santé publique et de protection des écosystèmes. Il est également imaginable d'intégrer un tel dispositif dans le cadre des expérimentations de revenu de base qui devrait avoir lieu dans plusieurs territoires en France (notamment dans la région Nouvelle Aquitaine) ou d'en impulser d'autres en Europe.

Un outil qui s'inscrit dans une politique alimentaire globale

Il n'y a pas bien sûr pas d'outil miracle, intrinsèquement "bon" ou "mauvais" en ce qui concerne les politiques agricole et alimentaire. Chaque mesure n'a de sens que lorsqu'elle est intégrée dans un projet politique, et ses effets sont fonction des autres mesures complémentaires, notamment

en terme de politiques foncières, d'accès au crédit et à la formation, et des réglementations concernant les marchés et les prix. C'est donc bien en définissant collectivement le cadre dans lequel s'inscrirait un revenu de base agricole que l'on pourra juger de sa pertinence.

Où en sommes-nous ?

Nous prenons contact avec plusieurs organisations de la société civile engagés dans la promotion de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie. Il est important de souligner que nous en sommes encore au stade de la réflexion et qu'il est crucial pour nous de mettre en débat cette question avec un maximum d'acteurs impliqués pour permettre une analyse la plus pertinente possible. En attendant, nous envisageons deux champs d'actions possibles: peser dans la renégociation de la PAC et impulser des expérimentations de revenu de base agricole, en France et en Europe. Ils nous reste beaucoup de questions ouvertes concernant le nouveau dispositif que nous proposons. En voici quelques unes que nous vous soumettons.

Toutes pistes de réflexions que vous pourriez nous proposer sont les bienvenues !

- *Comment se définit le statut «d'agriculteur/trice» ? En d'autres mots, qui serait éligible à recevoir un revenu de base agricole ?*
- *Est-il pertinent d'ouvrir le revenu de base agricole aux agriculteurs/trices conventionnels, ou faudrait-il le limiter aux acteurs de la transition écologique ou en phase de transition ?*
- *Quelles autres mesures seraient indispensables pour accompagner ce dispositif, et en faire un réel levier qui encourage la souveraineté alimentaire européenne ?*
- *Comment faire émerger le débat au sein du monde agricole? De quelle manière amener le thème auprès des premières personnes concernées, les agriculteurs/trices ?*

Références

Lenaire O., Lebon C., Le Revenu de base, une idée qui pourrait changer nos vies, Editions Actes Sud, 2017

Gliessman S., Can We Institutionalize the Food Movement?, in Agroecology and Sustainable Food Systems 37:9,pp. 973-974, 2010

Rapport d'information de M. Daniel PERCHERON, fait au nom de la mission d'information n° 35 (2016-2017) - 13 octobre 2016

<http://www.senat.fr/notice-rapport/2016/r16-035-notice.html>



MOUVEMENT FRANÇAIS
POUR UN REVENU DE BASE

REVENUDEBASE.INFO

